

## POUR DES SANCTIONS CIBLEES CONTRE LE REGIME DE YAOUNDE

Par Achille MBEMBE

*Il y a quelques jours, l'International Crisis Group a rendu un – enieme rapport sur le Cameroun. Ce rapport se situe dans le prolongement de tous les autres qu'aura publie cet organisme depuis le debut de la contestation anglophone.*

*Le dernier rapport en date dresse avec plus ou moins de justesse le tableau actuel. La situation est, a tous egards, catastrophique. L'urgence est reelle – pres de 1850 morts, sans compter les assassinats; 530 000 deplaces internes, quelques dizaines de milliers de refugies, pres de 170 localites rasees ou incendiees, des enlèvements et de sanglants règlements de compte, des dizaines de milliards de francs de pertes de tous genres etc.).*

*Il faut y ajouter des milliers de blesses, les victimes d'amputations de toutes sortes, la repression au quotidien, plusieurs centaines de prisonniers politiques, a commencer par le leader de l'opposition, le Professeur Maurice KAMTO en passant par de nombreux professionnels, des femmes, dont l'avocate Michele NDOKI.*

*L'impasse est donc averee. INTERNATIONALISATION La depredation systemique et la destruction plus ou moins consciente de la fabrique sociale au Cameroun ne date pas d'aujourd'hui.*

*Au cours des 37 dernieres annees, elle s'est poursuivie – a huis-clos, souvent avec la complicité active des puissances etrangeres, au premier rang desquels on trouve la France, mais aussi la Suisse, et de plus en plus la Chine.*

*Recemment, elle a fait l'objet d'une brusque intensification. Cette phase d'intensification de la repression sur fonds d'appauvrissement general de la population est en partie responsable de la revolte ouverte en zone anglophone.*

*Depuis lors, la spirale de la violence n'a fait que croitre. Un tel niveau de saccage – en une periode aussi courte – de vies humaines, de biens materiels, d'infrastructures et de ressources vitales, qu'accompagnent necessairement maintes atrocites et de tres graves violations de droits humains – tout cela ne releve plus d'une affaire interieure.*

*Au contraire, l'ensemble temoigne d'un affaissement caracterise de la legitimité de l'Etat en meme temps que de la flagrante incapacite dans lequel il se trouve quant a assurer la paix interieure dans le cadre des conventions internationales librement ratifiees par le Cameroun. Tout indique en effet que le regime de Yaounde a perdu le controle exclusif (l'un des criteres de la souverainete) dans deux regions importantes du pays ou son autorite est desormais violemment contestee.*

*Au lieu de proteger ses citoyens en recourant au dialogue integral, le gouvernement a declare la guerre a ceux d'entre eux qui sont porteurs de revendications qu'il n'approuve guere, dont la plupart sont, au demeurant, legitimes.*

*Dans la mesure où l'Etat n'est plus à même de préserver la vie et la sécurité de centaines de milliers de civils contraints à la fuite (voire dans la mesure où il fomente lui-même cette insécurité), l'on est désormais face à une grave affaire internationale qui menace la paix régionale et dont la solution requiert, par conséquent, le recours aux outils et dispositifs juridiques internationaux. Le recours aux instances internationales et aux mécanismes juridiques associés se justifie d'autant plus que de nombreux précédents existent, où la communauté internationale est intervenue énergiquement, et pour des causes relativement bien moins graves que celle-ci. Il s'agissait alors d'éviter que des situations de violence incontrôlée, voire des atrocités de la part de forces étatiques et non-étatiques n'ensanglantent des régions entières, ne mettent en péril la vie de centaines de milliers de civils et ne conduisent à des catastrophes humanitaires que l'on aurait pourtant pu aisément contourner par le biais d'un dialogue substantiel entre les parties. C'est exactement la situation qui prévaut aujourd'hui dans les deux régions anglophones. La gestion de cette tragédie ne peut donc plus être laissée entre les seules mains du gouvernement de Yaoundé.*

*Ce dernier a suffisamment démontré qu'il ne comptait en sortir (?) que par davantage de violence et d'atrocités, les extrémistes en son sein ne cessant au demeurant d'attiser les haines y compris tribales et d'en appeler ouvertement à des massacres. Ce choix de la violence indiscriminée soit contre des opposants politiques, soit contre des populations civiles types linguistiquement ou ethniquement, a fini par disqualifier l'Etat. Il ne bénéficie plus de la confiance que ceux et celles qui sont porteurs de revendications légitimes, et auxquels il est interdit par la force et la brutalité de les exprimer pacifiquement et en public. Tous les moyens d'expression d'une protestation civique ayant été interdits, nombreux sont ceux qui ne croient plus qu'en la violence armée. SANCTIONS CIBLEES Afin d'éviter que la situation ne se transforme en catastrophe humanitaire d'envergure régionale, la communauté internationale doit à présent imposer le dialogue. Le temps est venu en effet d'imposer des sanctions ciblées contre M. Paul Biya, son régime, ses plus proches collaborateurs, et les figures civiles, politiques, policières et militaires les plus compromises dans les abus et atrocités en cours. Ces sanctions doivent inclure: (1) Le gel de la coopération militaire avec l'Etat du Cameroun. Trois secteurs en particulier doivent être visés: (a) l'assistance militaire directe et indirecte; (b) les approvisionnements en matériel tel que les blindés, hélicoptères, véhicules de combat, uniformes et tout autre arsenal de nature à être utilisé contre des civils, soit dans le cadre des opérations militaires proprement dites ou dans celui de la répression policière (grenades, lanceurs de balle dites de défense, gaz lacrymogènes, bâtons et balles diverses). (2) L'interdiction de voyage des responsables des atrocités et leurs familles, le gel des avoirs financiers déposés dans les banques européennes, le blocage des comptes bancaires et transactions financières par les principaux responsables des atrocités et leurs prête-noms, ainsi que des hommes d'affaires qui financent directement ou indirectement les violences, et les organes de presse qui font l'apologie des massacres ethniques. (3) L'interdiction des évacuations sanitaires soins en Occident (en Suisse et en France notamment), lesquels coûtent des sommes exorbitantes au Trésor camerounais où servent de prétexte à l'appropriation indue de millions de dollars, lorsqu'elles ne viennent pas couvrir de simples opérations de blanchiment d'argent sale. (4) Des mesures individualisées doivent également frapper les militants secessionnistes impliqués dans les atrocités et ceux de leurs soutiens qui, sur les réseaux sociaux en particulier, en appellent aux massacres inter-communautaires. (5) Dans les deux cas (les sicaires du régime et les entrepreneurs secessionnistes de la violence) ces mesures doivent être complétées par l'ouverture d'enquêtes préliminaires par la Cour Pénale*

internationale.

## **SUR QUOI DEVRAIT PORTER LE DIALOGUE**

*L'objectif des sanctions est d'imposer un dialogue national inclusif a toutes les parties. Le dialogue national inclusif doit deboucher sur :*

*(1) l'adoption d'une nouvelle constitution;*

*(2) et des elections libres et independantes.*

*(3) La nouvelle constitution et les reformes fondamentales doivent permettre de doter le Cameroun d'outils modernes de gouvernement adaptes au temps du monde.*

*(4) Sur le long terme, l'objectif est de faire en sorte que ce pays ne connaisse plus jamais dans son histoire une tyrannie de pres de 37 ans.*

*(5) Davantage encore, il s'agit de barrer definitivement la voix a des successions arbitraires concoctees par une poignee de militaires, d'agents des unites specialisees de l'armee, d'officiers de la police et du renseignement.*

*(6) Il s'agit par ailleurs de fermer la voie, une fois pour toutes, a une succession de pere en fils ou d'epoux a epouse et de redonner ainsi la voix au peuple camerounais dans le choix de ceux et celles qui doivent le diriger.*

*(7) Davantage encore, ces reformes fondamentales doivent rendre possible l'alternance au pouvoir par des moyens pacifiques.*

*(8) Elles viseront enfin a proteger le pays contre l'emergence, dans le futur, d'un regime tribaliste et kleptocratique.*

*Ceci passe par:*

*(1) la limitation des mandats presidentiels;*

*(2) une profonde reforme du code electoral;*

*(3) la mise en place de contre-pouvoirs reels;*

*(4) l'autonomisation des instruments de controle de l'Etat;*

*(5) l'independance des tribunaux et de la presse;*

*(6) une politique progressiste des regions;*

*(7) la reconnaissance juridique de la specificite des deux regions anglophones, et la mise en place d'une veritable « democratie des communautes ».*

---

*La crise que traverse le Cameroun est en effet systemique et structurale. Un modele de pouvoir vieillissant, fonde sur la brutalite, la corruption et l'inertie s'est essoufle et est devenu une menace reelle non seulement pour le Cameroun, mais pour l'ensemble de la sous-region.*

*La question dite anglophone n'est qu'un aspect – sans doute le plus spectaculaire – de cette crise. Elle est loin d'etre la seule. L'une des kleptocraties les plus corrosives de l'Afrique postcoloniale, le pays est en passe de se transformer en une poudriere tribale.*

*Et c'est cette impasse qu'il s'agit de debloquer. Cette impasse a pour nom:*

*(1) la forme de l'Etat;*

*(2) les modes de representation et de gouvernance;*

*(3) la culture politique. Faute de s'attaquer a ces trois goulots simultanement, rien ne sera resolu.*

#### *LA DEMOCRATIE DES COMMUNAUTES (1)*

*La paix au Cameroun passera par un « dialogue integral et inclusif » portant sur la reforme fondamentale de la forme de l'Etat.*

*Ce dialogue ne saurait se limiter aux sicaires du regime d'une part et au secessionisme violent de l'autre. Doivent y etre associees toutes les forces representatives du pays, des partis politiques aux organisations de la societe civile. A cette fin, tous les prisonniers politiques et autres opposants politiques doivent etre immediatement liberes, a commencer par M. Maurice KAMTO et ses compagnons.*

*(2) Une decentralisation en trompe-l'oeil ne suffira pas. Elle engendrera de nouveaux conflits.*

*Le Cameroun a besoin d'une profonde regionalisation qui permette de vider autant que possible la cruche ethnico-tribale, de redonner pouvoir et autonomie aux communautes, condition sine qua non pour decupler leur creativite.*

*(3) Les actuelles provinces administratives ne repondant guere aux besoins reels des communautes, la delimitation des nouvelles regions doit etre, elle-meme, l'objet de negociations.*

*Paradoxalement – et pour le Cameroun dit francophone – les grandes regions mises en place au debut du Mandat francais (1922-1930) etaient davantage en adequation avec la complexite socio-culturelle du pays.*

*(4) L'objectif est de tourner le dos a une structure budgetivore, kleptocratique et hyper-centralisee et de faire du Cameroun une veritable « democratie des communautes ».*

*(5) Si la question anglophone doit etre en partie reglee dans le cadre d'une « nouvelle politique des regions » (ou ce que j'ai appelle « la democratie des communautes »), encore*

*faudra-t-il aller plus loin et reconnaître juridiquement la spécificité historique de ces deux entités. Maints exemples, de ce point de vue, peuvent servir d'inspiration, à commencer par le cas québécois au Canada.*

*(6) Il n'y aura guère de paix durable sans une réforme fondamentale de l'appareil d'Etat. L'un des facteurs de violence dans le pays a trait à l'extraordinaire personnalisation/privatisation du pouvoir et à l'enchevêtrement des fonctions bureaucratiques, policières et militaires.*

*Cet enchevêtrement bloque l'émergence d'institutions autonomes ou de contrôle, et de manière générale, l'avance de la démocratie et l'épanouissement de la créativité sociale. Il est, en outre, responsable des niveaux gigantesques de corruption au sein de l'appareil d'Etat et des très nombreux abus et graves violations, y compris des libertés fondamentales. Il s'agit de libérer la créativité sociale et de remettre le Cameroun en marche.*

*Près de 37 ans d'atonie, d'immobilisme et d'enkystement ont causé un tort colossal à l'un des pays pourtant les plus dynamiques du continent.*

*De nombreuses sources d'énergie sociale et culturelle ont tari, sapées par la corruption morale, l'indifférence et l'abandon, la brutalité et la bêtise. D'innombrables talents sont partis.*

*En conséquence, c'est toute l'Afrique qui a reculé. Il est temps de mettre fin à ce sinistre épisode de notre histoire récente.*

*Par Achille MBEMBE*

---